



Célestin Bedzigui, Premier adjoint au maire de la commune de Monatéle, chef-lieu du département de la Lekie, région du Centre, fait actuellement face à une manœuvre des autorités, visant à l'empêcher de distribuer le don sollicité auprès de l'opération « Survie-Cameroun » de Maurice Kamto, ceci pour venir en aide aux populations de Monatéle face au Coronavirus.

Célestin Bedzigui a en effet reçu de « **Suivie Cameroun** » 1000 masques barrières, 1050 masques chirurgicaux et 100 tests de dépistage.

Au moment de la distribution aux populations, le préfet de la Lekie, Patrick Simou Kamsu, se fend d'un arrêté préfectoral (hier lundi 4 mai 2020), pour indiquer qu'il est désormais « **interdite toute donation ou distribution sur la place publique du matériel de lutte contre la propagation du COVID-19 dans le département de la Lekie en l'absence d'une autorisation préalable de manifestation publique ou d'un récépissé de déclaration de réunion publique** ».

Mais également, le chef de terre interdit toute forme de distribution du matériel de lutte contre le Coronavirus en l'absence d'une autorité administrative et de la présence des responsables de la santé territorialement compétents.

Tout porte donc à croire que cet arrêté à tête chercheuse, ne vise que Célestin Bedzigui, qui a récupéré le don d'une opération que le ministre de l'Administration Territoriale a qualifié d'illégale.

237actu vous propose quelques extraits des propos de Célestin Bedzigui, tenus sur ABK radio le 16 janvier 2020 au sujet de Minat Paul Atanga Nji.

« Monsieur Atanga Nji a causé beaucoup de torts au Cameroun par ses sorties intempestives. Seul le Président Biya sait ce qu'il lui trouve. Quand un responsable de ce niveau se trompe autant qu'il a fait sur le NOSO il devrait rendre son tablier. On ne peut pas confier le rôle de pompiers au pyromane. Il rendrait service au Cameroun s'il quittait ces choses. Le prix payé à ce jour est exorbitant. » Il est temps qu'il y ait une coalition des intelligences pour braver nos défis économiques. »

« Je ne critique pas le chef de l'Etat. Je critique la politique du gouvernement. » « Nous devons sortir du FCFA, il est plus que jamais temps. »

« Il faut que cession de nous amuser. Depuis une vingtaine ou une trentaine d'années, on s'amuse beaucoup avec notre pays »

»le Grand Dialogue National a été une violation de consignes au sens où on parle et laisse parler. Sur 600 personnes, seules 10 ont pris la parole. J'ai dû quitter les discussions pour ne revenir que le dernier jour »

« En allant au Grand Dialogue National, on prétendait régler la crise dans le Nord-ouest et le Sud-Ouest, mais rien n'a changé. »

« Chacun d'entre nous porte en lui sa camerounité. Et cette camerounité nous octroie automatiquement la nationalité camerounaise. »